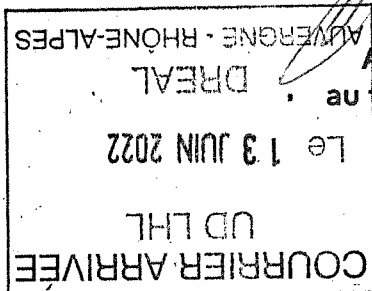




**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction départementale
de la protection des populations
Service Environnement et Prévention des Risques**



**Arrêté n° 280/DDPP/22 portant mise en demeure
au titre de la réglementation des installations classées
pour la protection de l'environnement**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU l'article L-171-8 du titre VII – chapitre I^{er} du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et notamment son article 14.1 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 22-012 du 4 mars 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°58/DDPP/2015 du 5 février 2015 autorisant la société CARRIERES DE SAVY l'exploitation d'une carrière de roche dure sur le territoire des communes de Saint-Médard-en-Forez et Chamboeuf, lieu-dit « Savy » ;

VU l'inspection du 2 mai 2022 et le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 6 mai 2022 qui établit notamment que la société CARRIERES DE SAVY n'a pas respecté les articles 22 (bande de sécurité des 10 mètres de long de la route), 17 (absence de clôture sur la limite sud de la parcelle 24) et l'article 23.1 (coupure de l'accès aux fronts supérieurs) ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 10 mai 2022 transmettant à la société CARRIERES DE SAVY le rapport d'inspection susvisé ;

VU l'absence d'observation émise par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitations constatées ne permettent pas de prévenir correctement les dangers et inconvénients liés à l'activité et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les mettre en conformité afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : La société **CARRIERES DE SAVY** est mise en demeure, pour son exploitation située à Saint-Médard-en-Forez et Chamboeuf, lieu-dit « Savy », de respecter :

Sous un délai de 3 mois :

1°) les dispositions prévues à l'article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en rétablissant une clôture solide et efficace,

Standard : 04 77 43 44 44

Télécopie : 04 77 43 53 02

Site internet : www.loire.gouv.fr

Immeuble « Le Continental », 10 rue Claudius Buard CS 40272 - 42014,
Saint-Etienne Cedex 2

Sous un délai de 6 mois :

1°) les dispositions prévues à l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en rétablissant une bande de sécurité de 10 mètres entre le bord de l'excavation et la route au niveau de la parcelle cadastrée 23,

2°) les dispositions prévues à l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en rétablissant une bande de sécurité de 10 mètres entre le bord de l'excavation et la limite d'autorisation au niveau des parcelles 1108 et 1658 par acquisition foncière. A défaut, et en justifiant l'impossibilité de l'acquisition foncière, l'exploitant fera réaliser une étude géotechnique par un organisme compétent qui devra intégrer :

- une étude de la stabilité des fronts à long terme, dans le cadre du réaménagement du site,
- une étude des conséquences de l'extraction au pied des fronts au niveau de la parcelle 1108,
- le cas échéant, les préconisations à mettre en œuvre pour assurer la stabilité à long terme et pour la poursuite de l'extraction sur la parcelle 1108.

3°) les dispositions prévues à l'article 23.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en rétablissant la piste d'accès aux fronts supérieurs longeant le côté sud / sud-ouest,

4°) les dispositions prévues à l'article 51 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 février 2015 en organisant une première réunion de suivi de site puis en respectant la fréquence.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 II du Code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : Le sous-préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations de la Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées et les maires de Saint-Médard-en-Forez et Chamboeuf sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairies où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairies, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Fait à Saint-Etienne, le 07 JUIN 2022

Pour la Préfète
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER

copie adressée à :

- société CARRIERES DE SAVY SA

Savie

42330 CHAMBOEUF

- Sous-Préfecture de Montbrison

- Mairies de Saint-Médard-en-Forez et de Chamboeuf

- DREAL UID 42/43

- Archives

- Chrono

